

Le jour où la France sortira des énergies fossiles

À Dubaï, la COP28 a débouché sur un accord historique, au moins dans sa formulation: le texte final reconnaît le besoin d'entraîner les systèmes énergétiques dans «*une transition en dehors des énergies fossiles*». C'est la première fois que les hydrocarbures (charbon, pétrole et gaz, premiers émetteurs de gaz à effet de serre) sont directement cités dans un texte issu des négociations internationales sur le climat.



Action de militants d'Extinction Rebellion-Toulouse sur le toit du siège de l'entreprise Pierre Fabre à Lavar (Tarn), le 18 février 2023 (©Photo Alain Pitton / NurPhoto via AFP)

Désormais, la balle est dans le camp des États, tous souverains sur leur modèle énergétique. Que vont-ils mettre en œuvre pour appliquer cet engagement? La réponse à cette question dessinera le futur de nos milieux de vie et de nos conditions d'existence. La température mondiale va-t-elle s'élever de deux, trois ou quatre degrés? Tout dépend de la vitesse à laquelle les pays vont cesser d'extraire et d'utiliser les énergies fossiles.

En France, pays faiblement émetteur, mais plus en capacité d'agir que bien d'autres grâce à sa richesse nationale, quel sera l'effet de la promesse de Dubaï? Quelles décisions, à la fois concrètes et symboliques, feraient enfin sortir la France du monde des fossiles?

Trois actes fondateurs pour cette ère post-pétrole. Le plus facile : rejeter la demande de forage de huit nouveaux puits déposés par le groupe Vermilion, dans la forêt de La Teste-de-Buch (Gironde) ravagée par un incendie lié au dérèglement climatique en 2022 – contrairement à la ligne adoptée jusqu'ici par la ministre de la transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher: cf. <https://www.mediapart.fr/journal/ecologie/101223/nouveaux-forages-petroliers-en-gironde-la-ministre-pannier-runacher-ne-s-y-oppose-pas-malgre-l-enjeu-cli>

Le deuxième acte fondateur de la France post-pétrole devrait être la mise en place d'un moratoire immédiat sur les projets d'autoroute dont le projet écocide de l'A69, cf : <https://www.mediapart.fr/journal/ecologie/201023/a69-l-histoire-d-un-acharnement-d-etat> entre Toulouse et Castres. Et le troisième geste de rupture devrait passer par l'organisation opérationnelle de la sortie rapide et irréversible des engrais azotés, fabriqués avec des composants issus des énergies fossiles.

Contrairement à ce que font croire les multiples déclarations du gouvernement sur la France qui serait le premier pays à vouloir sortir des hydrocarbures, la réalité est têtue: le monde des fossiles, dont nous devrions nous séparer, est toujours

en expansion en France.

C'est celui de l'extraction des hydrocarbures. C'est celui des autoroutes construites avec du bitume très polluant, et permettant de rouler avec des voitures qui resteront thermiques pour encore des années. Et c'est celui des produits chimiques qui empoisonnent le monde agricole.

Si le lien n'est pas fait entre l'accord de Dubaï sur le climat et ces trois dossiers à régler en urgence, on reste dans ce qu'avait si justement moqué la militante Greta Thunberg : le blabla.

Bruno Bourgeon, président d'AID <http://www.aid97400.re>

D'après La Lettre Ecologie de Mediapart du mercredi 13 décembre 2023

Voir aussi le dossier de Médiapart <https://www.mediapart.fr/journal/ecologie/dossier/dubai-une-cop-critique>